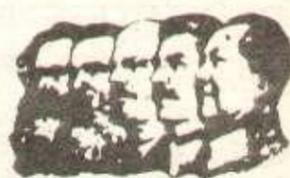


l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Coquille vide

Les quelques députés qui ont fait acte de présence au débat sur le plan acier du gouvernement, ces deux derniers jours à l'Assemblée nationale, l'ont finalement adopté. Aucun sidérurgiste, aucun travailleur n'en doutait : ce n'est pas au Parlement que se prennent les décisions, son rôle n'est que de donner une apparence de démocratie.

Il est un paravent au pouvoir d'une classe exploiteuse, la classe des patrons qui ne constitue qu'une infime partie de la population. Les caméras de télévision, en montrant à tous les bancs presque vides de l'Assemblée, ont levé le voile sur cette caricature de démocratie d'où le peuple est totalement absent et de laquelle il ne peut attendre que des chimères, des illusions.

Et pourtant, aujourd'hui encore, c'est devant le Parlement que le PCF appelle les chômeurs à manifester, comme si les chômeurs pouvaient en attendre la suppression du chômage.

Et pourtant, c'est au Parlement encore qu'il appelle à envoyer une autre majorité d'une gauche qu'il faudrait aujourd'hui reconstruire, comme si cela pouvait changer le sort des travailleurs !

Au moment où les bancs plus que clairsemés de l'Assemblée révèlent mieux ce qu'est cette coquille, vide pour les travailleurs, au moment où tant de faits seraient de nature à faire tomber les illusions sur la démocratie des capitalistes, le Parti qui prétend représenter la classe ouvrière s'évertue au contraire à cacher les faits et à entretenir les illusions et l'Humanité fait partie des journaux qui se sont gardés de parler du vide parlementaire !

N'est-ce pas la preuve que les dirigeants de ce Parti ne veulent pas en finir avec le capitalisme ?

N'est-ce pas la preuve qu'ils veulent seulement remplir les bancs de l'Assemblée avec leurs propres députés pour continuer la comédie à leur profit ?

Faire entendre leur voix devant le Parlement, donner leur voix aux candidats du PCF, voilà ce que proposent aux travailleurs les dirigeants de ce Parti !

Non, jamais ce ne seront quelques députés qui résoudre les problèmes des travailleurs ! Ce sont les travailleurs conduisant eux-mêmes leur lutte en toute démocratie (celle de leur classe) qui transformeront leur sort et la société !

Jacques DUROC

Chirac cherche ses voix

La « nouvelle stratégie » du RPR, c'est celle de toujours, c'est celle de tout parti bourgeois : quand ils sont au pouvoir, ils s'accrochent, quand ils n'y sont pas, ils cherchent à le conquérir.

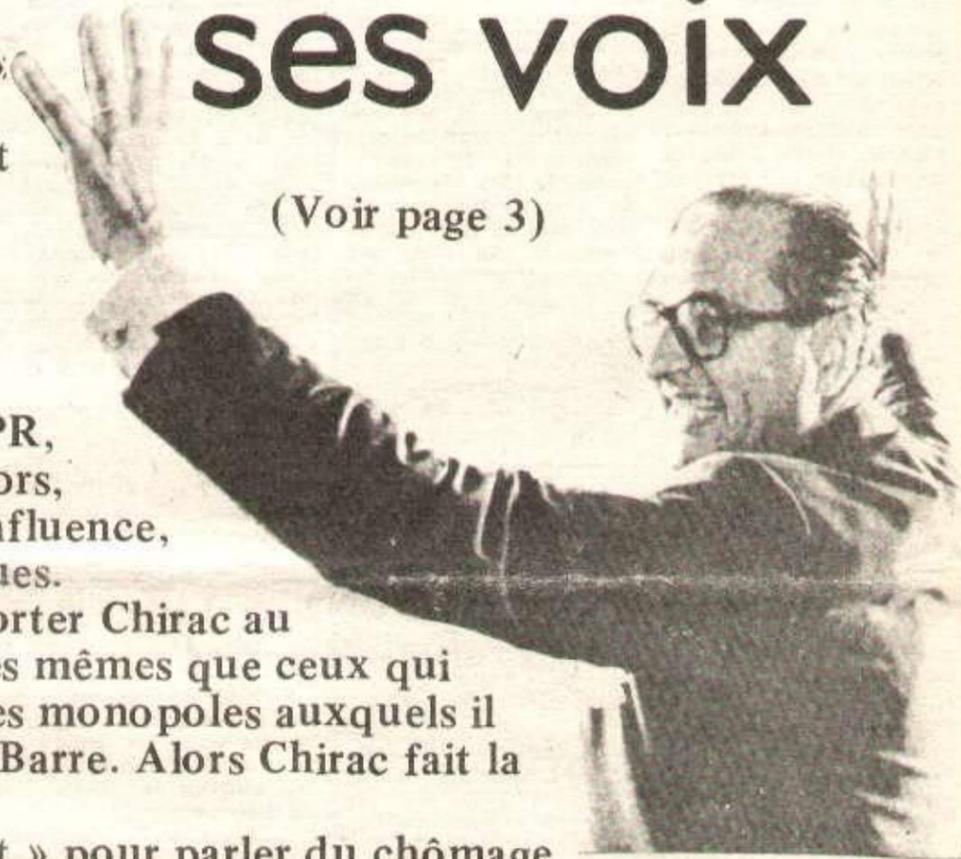
Le problème pour le RPR, c'est qu'il n'y est plus ! Alors, il essaye de regagner de l'influence, de reprendre les voix perdues.

Or, ceux qui peuvent porter Chirac au pouvoir, c'est à peu près les mêmes que ceux qui y maintiennent Giscard : les monopoles auxquels il faut aujourd'hui des plans Barre. Alors Chirac fait la trêve avec Barre.

Que reste-t-il ? Le « tact » pour parler du chômage, des problèmes des couches qui peuvent être gagnées sur les concurrents : professions libérales, PME, etc.

C'est que, après la défaite de De La Malène (son bras droit à Paris), Chirac a de quoi s'inquiéter !

(Voir page 3)



Conférence de presse de notre délégation de retour du Kampuchea démocratique (Cambodge)

Des réponses précises et détaillées

MARDI après-midi, notre délégation de retour de Chine et du Kampuchea démocratique (Cambodge) a tenu une conférence de presse pour répondre aux questions des journalistes sur le Kampuchea.

En présence de nombreux journalistes du tiers monde, d'agences internationales et de la presse française, le camarade Jacques Jurquet a d'abord fait une présentation générale du voyage.

Puis les questions ont fusé sur les différents sujets qui préoccupent tant la presse que les travailleurs. A chaque fois que cela était possible — et ce fut souvent possible — Jacques Jurquet a fourni des réponses particulièrement détaillées, précises et concrètes.

Questionnée sur Norodom Si-

hanouk, la délégation a donné force détails sur ses activités aujourd'hui, assurant « tous ceux qui se soucient du sort du Prince Norodom Sihanouk qu'il est aujourd'hui entièrement libre de ses mouvements et en bonne santé ».

Un autre sujet de préoccupation a ensuite été abordé : celui de la capitale, Phnom Penh, présentée ici ou là comme un « désert » abandonné. Là aussi, des explications ont été données sur l'envoi de la majorité de la population à la campagne.

Puis, la délégation a fourni toutes les informations qu'elle avait sur le sujet qui a fait la une de nombreux journaux : la question des droits de l'homme au Kampuchea. En même temps, Jacques Jurquet a tenu à apporter des preuves de falsifications de la réalité opérées par des « témoins » plus que douteux. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans notre journal.

Enfin, la question des inonda-

tions, de la production agricole ou industrielle, etc., a été traitée.

Le camarade Jacques Jurquet, répondant à une question sur le conflit Vietnam-Kampuchea, a annoncé que les dirigeants du Kampuchea étaient au courant d'une prochaine offensive d'envahissement du Vietnam contre le Kampuchea. Dénonçant ces préparatifs, il a souligné, comme il l'avait fait à Phnom-Penh devant le camarade Pol Pot, que le Parti communiste marxiste-léniniste de notre pays ferait tout ce qui lui serait possible pour que la France établisse des relations diplomatiques avec le Kampuchea. Il a d'ailleurs porté à la connaissance des journalistes présents la réponse de Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères qui a déclaré ne voir aucune opposition à de telles relations.

La série d'articles qui débute aujourd'hui en page 8 développera largement tous les points abordés ci-dessus.

SOMMAIRE

● L'OPEP : une nouvelle étape page 2

● Enquête dans un quartier de Beauvais page 4

● Les très secrètes finances du Vatican page 6

● La sidérurgie en Basse-Normandie, menaces sur la SMN page 5

LE MONDE EN MARCHÉ

L'OPEP s'attaque à la base même des échanges impérialistes

Une réunion historique

Le séminaire de trois jours qui vient de réunir, à Vienne, des représentants des États de l'Organisation des pays exportateurs (OPEP) va certainement marquer un nouveau moment important dans la lutte unie des pays du tiers monde producteurs de matières premières contre l'impérialisme. Les pays de l'OPEP ne veulent plus, en effet, se contenter de vendre du pétrole et d'avoir à racheter les produits fabriqués avec leur propre brut. Ils ne veulent plus non plus laisser aux pays développés le monopole de la commercialisation des dérivés du pétrole.

« Les pays du monde industrialisés doivent bien comprendre que nous ne pourrions pas continuer indéfiniment à payer des prix exorbitants pour des équipements et un savoir-faire importé. Il n'y a pas de raisons pour que nous soyons obligés d'acheter des équipements et des pièces de rechange aux pays industrialisés et également d'importer leur main-d'œuvre qualifiée simplement à cause du fait qu'on nous refuse le droit de vendre ces mêmes produits sur leurs marchés. »

UNE MISE EN GARDE

C'est sur cette sévère mise en garde aux pays industrialisés que M. Jaidah, le secrétaire général de l'OPEP, a clôturé, lundi, une réunion de trois jours des pays exportateurs de pétrole, consacrée aux opérations de transformation du pétrole dans les pays producteurs. En un mot, que disent les pays du tiers monde producteurs de pétrole ? Ils constatent tout d'abord que le traitement du pétrole qu'ils produisent leur échappe complètement et est actuellement concentré dans les mains

de quelques trusts étrangers qui s'en répartissent tout le traitement et la commercialisation, et d'autre part, que les pays industrialisés font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher les pays producteurs de se doter de leur propre industrie de raffinage et de transformation. Ils en tirent la juste conclusion que cette situation les empêche de développer leur propre industrie, et ils disent stop.

C'est toute la base des échanges impérialistes que remettent ainsi en cause les pays producteurs de matières premières. On sait, par exemple, qu'au siècle dernier, l'empire britannique a bâti une bonne partie de sa fortune en achetant à des pays comme l'Inde du coton à bas prix et en revendant au prix fort les produits fabriqués avec ces mêmes cotons. Cette pratique a eu comme conséquence, non seulement de réaliser des bénéfices énormes sur le dos de ces pays, mais aussi d'empêcher ces pays de se doter de leur propre industrie de transformation. Les colonialistes étaient très vigilants sur ce point, évi-

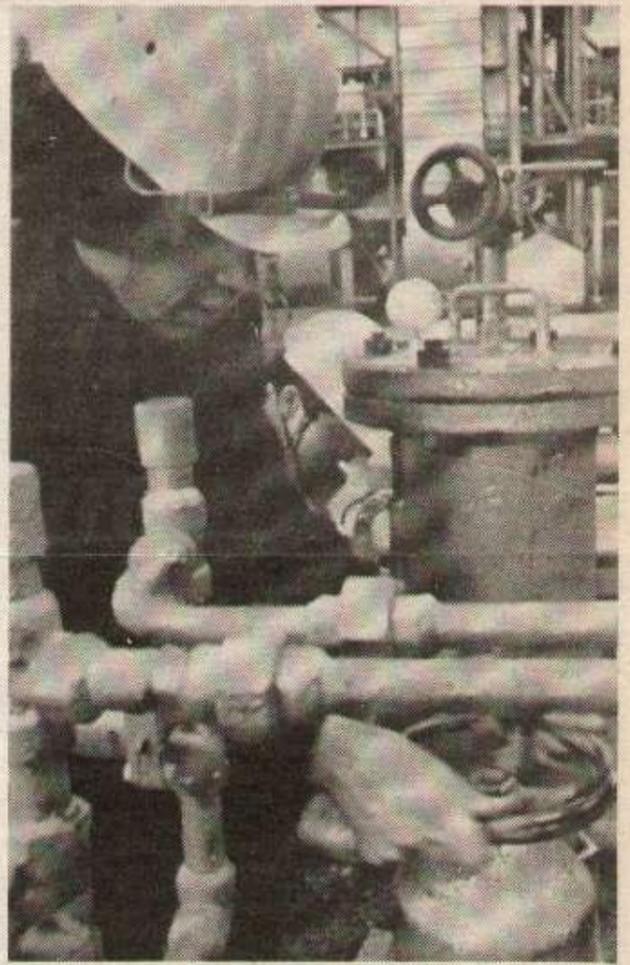
tant, même au prix d'interventions militaires, de voir se lever une concurrence à leur situation de monopole.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

Il y a peu d'années encore, la situation au niveau du pétrole était comparable à cela. C'est en réaction à cette situation que s'est créée l'OPEP, bientôt suivie par d'autres groupements de pays du tiers monde exportateurs de matières premières.

Dans un premier temps, toute la lutte de l'OPEP a été axée sur l'objectif des tarifs plus justes pour le pétrole qu'ils vendaient. Tout en poursuivant sur cet axe, les pays de l'OPEP semblent, aujourd'hui, vouloir passer à un niveau supérieur de leur combat en voulant se doter de leur propre industrie de transformation des matières qu'ils produisent.

Aucune précision n'a été donnée dans ce domaine mais il semble qu'il soit dans l'intention de ces pays de s'intéresser à l'ensemble de la gamme des dérivés pétroliers, essence, lubri-



Dans une usine algérienne de liquéfaction du gaz.

fiants, pétrochimie.

Une sévère mise en garde a d'ailleurs été adressée aux pays industrialisés par le représentant du Koweït : « Les pays industrialisés empêchent les pays de l'OPEP de traiter eux-mêmes les dérivés pétroliers. Si cette pratique devait se poursuivre, à-t-il dit, nous pourrions être forcés de lier la quantité (pétrole non-traité) que nous vendons aux pays industrialisés avec la quantité de produits transformés qu'ils nous achètent. » Il a ensuite donné des exemples concrets de la manière dont s'y prenaient les pays industrialisés pour empêcher les pays producteurs de se doter d'une industrie de transformation autonome : licences à prix astronomiques pour le transfert des licences de fabrication, établissement de quota d'importation en provenance de ces pays.

Tout en affirmant qu'ils

préfèrent que ce problème se résolve par le dialogue, les pays de l'OPEP n'ont pas exclu l'éventualité d'une confrontation : « Ces restrictions et ces attitudes, nous ne les acceptons pas passivement. Il ne se passera certainement pas longtemps avant que l'arrêt de telles pratiques devienne une condition à la poursuite de la livraison de pétrole brut. »

De même que la lutte pour de justes prix du pétrole dure depuis des années, cette nouvelle lutte des pays de l'OPEP risque d'être de longue haleine. Les trusts, américains en particulier, feront certainement tout ce qui est en leur pouvoir pour sauvegarder leurs énormes superprofits. Il n'en reste pas moins que l'issue en est certaine car elle s'inscrit dans le cours de l'histoire.

Serge FOREST

Tchécoslovaquie

8 mois de prison pour «violences» contre un policier

La Cour d'appel de Brno a confirmé la peine de huit mois de prison ferme infligé au pasteur Ja Simsa, signataire de la Charte 77, accusé de violence envers un représentant de la force publique.

En mai dernier, un policier venait perquisitionner chez Madame Simsa et tentait de lui arracher des mains une lettre du professeur Jan Patočka, alors porte-parole de la Charte 77 et qui est décédé en mars 1977. Le pasteur Simsa était alors intervenu. C'est cette sanction mais surtout ses idées, non conformes à celles de l'État fasciste qui sévit en Tchécoslovaquie, qui lui ont valu cette condamnation.

Le père du pasteur Ja Simsa est mort lors de la dernière guerre dans un camp de concentration nazi, pour avoir hébergé des enfants juifs.

Chine

Un avortement pour 12 F

L'avortement en Chine populaire est vraiment bon marché et ne pose pas de problèmes. En témoigne (*) la venue de milliers de ressortissantes chinoises, domiciliées à Hong-Kong ou Macao, (territoire actuellement sous concession étrangère) et qui viennent se faire avorter à Canton. Venant en train, elles passent la journée à Canton, se font avorter dans un des hôpitaux de la ville, selon la méthode par acupuncture ou par des procédés occidentaux et ce, pour la modique somme de 2,5 dollars (environ 12 F !). Puis elle prennent le dernier train pour rentrer chez elles.

Inutile de faire la comparaison : à Hong-Kong, l'avortement coûte 700 dollars en clinique privée (2 940 F), il coûte 15 dollars (630 F) dans un hôpital public, mais il ne faut pas être pressée.

Signalons en outre que les soins médicaux (et aussi l'avortement) sont gratuits pour les ouvrières de Chine populaire et ne nécessite qu'une cotisation très faible pour les paysans.

(*) Ces informations sont tirées de l'International Herald Tribune.

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

Allemagne de l'Ouest

Nouvel échec pour les syndicats officiels

Des élections au conseil d'entreprise de Daimler, près de Stuttgart (l'usine qui produit les Mercedes), ont eu lieu fin septembre, suite à l'annulation des dernières élections du mois d'avril. 1 300 faux bulletins favorables à la liste officielle de l'IG-Métall (le syndicat officiel), avaient été découverts...

Les nouvelles élections ont confirmé et amplifié le succès de la liste oppositionnelle dirigée par les syndicalistes combattifs Hoss et Mühleisen, qui se battaient pour « plus de démocratie pour les ouvriers de l'usine ». Ils ont obtenu 39,2% des voix (contre 52,3% à l'IG Métall), au lieu de 27,3% en avril (contre 64,5% à l'IG Métall).

Thaïlande

Une joyeuse façon de fêter le 13e anniversaire de la lutte armée



Une photo inhabituelle mais sympathique : les jeunes combattants de l'armée populaire de Thaïlande, dirigée par le Parti communiste, s'amuse dans la bonne humeur générale. En effet, trois jours de fête ont été organisés dans le maquis pour célébrer le 13e anniversaire du déclenchement de la lutte armée. Comme quoi on sait allier combat et détente.

Chirac entre deux chaises

Après la trêve conclue avec Barre le jeu du RPR est de soutenir et de s'opposer en même temps à Giscard-Barre

CHIRAC a, dans son discours du Comité central du RPR, exposé la stratégie qu'il entend faire prendre au Parti gaulliste. Le Comité central se situe dans la ligne développée par Chirac et par Guéna. Le RPR a conclu une trêve avec Giscard Barre : « ... Le moment n'est pas venu d'enlever sa chance à l'actuel gouvernement quelles que soient ses erreurs et ses tâtonnements. C'est donc à une trêve que je convie nos compagnons députés et sénateurs... Nous avons été élus non pas pour le censurer (le gouvernement) mais pour l'aider... »

Après avoir fait, hier, de l'obstruction délicate au Parlement, le RPR se tourne vers sa base et son électorat pour y jouer le jeu tout aussi délicat de ceux qui soutiennent Giscard-Barre, tout en s'y opposant.

Le ton avait été donné aux journées RPR de Biarritz : il faut dire la vérité aux Français « sur la situation économique du pays, sur l'ampleur et la durée des sacrifices qui leurs sont demandés, sur l'avenir qui leur est réservé à eux et à leurs enfants, sur la place de la France dans le monde » (Chirac).

Le langage de la vérité, c'est bien le même que celui de Barre. Mais en même temps, il faut éviter les retombées électorales de la politique économique qu'implique cette « vérité vraie ». Alors, selon Chirac, Barre mène une « politique économique volontariste » et comme le chômage est un problème très préoccupant, il faut y mettre fin et ne plus le considérer « comme un élément régulateur de l'économie ». Chirac a même de grandes envolées baveuses : « Nous ne sommes plus au XIXe siècle, nous sommes en 1978 : nos concitoyens estiment que la priorité des priorités c'est d'abord de donner du travail

à ceux qui n'en ont pas ».

Belles paroles. Aux journées parlementaires de Biarritz, des députés gaullistes s'étaient montrés moins lyriques : « Pourquoi prendre les chômeurs bille en tête et les traiter de pleureurs ? » avait demandé un député de l'Est. « Pourquoi affoler les gens en leur parlant de mobilité de l'emploi ? » avait interrogé un méridional. La phrase la plus claire est certainement celle de cet élu du centre : « Bon sang, un peu de tact et d'humanité et surtout moins d'auto-satisfaction ! ».

Bref, faire avaler la pilule de la politique de crise et non pas la résoudre. Comment d'ailleurs Chirac qui fut premier ministre durant des années où le chômage augmenta pourrait-il aujourd'hui y remédier ?

SE TOURNER VERS LES PROFESSIONS LIBERALES

C'est surtout vers les professions libérales que Chirac



se tourne. En effet, si le RPR est typiquement un parti représentant les grands monopoles, si le gaullisme marque l'accession des monopoles au pouvoir et l'ère du capitalisme monopoliste d'Etat en France, l'électorat gaulliste n'en reste pas moins celui des patrons, des petites et moyennes entreprises, des petits commerçants et des agriculteurs.

Reprochant à Giscard et à l'UDF de ne se pencher que sur « la frange distinguée de la majorité », à savoir les ingénieurs, techniciens et cadre, le RPR se garde une autre partie de l'électorat. Entre fractions de la bourgeoisie monopoliste on se partage les rôles.

Le RPR ne renonce pas toutefois à se faire une assise populaire dans les entreprises en développant son activité d'organisation des ouvriers au sein des AOP par exemple.

Pour faire ce retour vers son électorat, le RPR délaisse un peu la bataille d'escar-

mouches avec le gouvernement au sein du Parlement, petit pugilat qui a marqué la rentrée parlementaire dans le petit monde du Palais Bourbon. Il faut s'attendre aussi à voir le chef gaulliste renforcer sa haute main sur le RPR au détriment des barons du gaullisme, vieux de la vieille, dont les discours grandiloquents ne sont plus à même, au yeux de Chirac, de mobiliser électoral et militants gaullistes.

« Aujourd'hui, la pensée gaulliste ne nous est pas donnée par le général de Gaulle ou par Georges Pompidou ; on doit la trouver en notre sein », devait-il préciser à Aurillac, samedi 7 octobre en ajoutant : « Ceux qui ne sont pas capables de s'adapter à cette situation de fait, eh bien, il faut les éliminer ». Chaban Delmas, Frey et Guichard ont dû frissonner et la mèche de cheveux fous de Debré s'est redressée sur son crâne à moitié dégarni !

Relance et Europe

Deux idées opposent au sein de la bourgeoisie le RPR et le giscardien. La politique économique d'austérité de Barre est condamnée par un RPR qui préférerait une relance plus franche à l'austérité trop nette de Barre. La politique européenne de Giscard attire la méfiance des gaullistes qui demandent des garanties sur l'indépendance du gouvernement français au sein de l'Europe unie.

Centre de tri de Paris-Brune

La grève s'étend

Les préposés du transport de la brigade D de Paris-Brune, dès l'annonce du nouveau tableau de roulement, s'étaient mis en grève à 98 % dans la nuit de lundi à mardi.

Hier matin, a eu lieu une intersyndicale CFDT-CGT, FO et à la prise de service de la D, hier soir à 20 heures, la grève a été votée à 60 %. Ce matin, mercredi, les travailleurs de la 6-12, ont suivi l'exemple de ceux de la nuit et se sont mis en grève à 71 %.

Les revendications ici aussi sont semblables à celles des autres centres de tri qui ont déjà fait grève récemment : elles portent sur la nécessité d'effectifs suffi-

sants, sur la réorganisation des services, les positions de travail, le maintien des avantages acquis (pauses), toutes choses que l'administration essaye de rogner au maximum. Les grévistes exigent aussi le retrait d'une vingtaine de sanctions (PV) en brigade A. Les travailleurs veulent également une diminution du temps de travail (30 heures en nuit de 35 heures par jour. A l'heure où de plus en plus sous le couvert des « soyons compétitifs » des Barre et Cie, la classe ouvrière et les masses populaires subissent une attaque en règle de la part de la classe bourgeoise, le soutien aux travailleurs en lutte est impératif.

Peine de travaux forcés pour les syndicalistes tunisiens Ils doivent être libérés !

Le procès des trente syndicalistes tunisiens de l'UGTT, accusés de complot contre l'Etat suite aux manifestations populaires du 26 janvier, a prononcé le verdict : 10 ans de travaux forcés pour le secrétaire général du syndicat, Habib Achour, ainsi que pour le secrétaire général de Sfax, Abderrazak Ghorbal, plus trois condamnations à 8 ans, quatre à 6 ans, six à 5 ans, une à 6 mois, huit à 6 mois avec sursis et six acquittements. Les condamnés ont sept jours pour se pourvoir en cassation.

Tentant d'accréditer la thèse du complot contre la sécurité intérieure de l'Etat, ayant pour but de renverser le régime, la jus-

tice tunisienne n'a fait qu'exécuter des ordres venus de plus haut : décapiter l'organisation de défense des travailleurs.

La peine de mort, requise par le procureur, n'a pas toutefois été prononcée tant le dossier est mince et l'indignation profonde en Tunisie, comme dans d'autres pays.

La veille du verdict, six des accusés ont déclaré qu'ils avaient été soumis à la torture, notamment électrique.

Le pire a été évité. Il faut poursuivre le soutien aux emprisonnés qui représentent la direction légitime de l'UGTT : ils doivent être libérés et l'UGTT doit être autonome, libre et démocratique.



Habib Achour âgé de 66 ans, condamné à 10 ans de travaux forcés. Il a été pris d'un malaise à l'annonce de la sentence.

Foyer SONACOTRA de Massy (Essonne)

La police au foyer Ampère

APRES le foyer de Gennevilliers, la police est intervenue vendredi au foyer Sonacotra Ampère de Massy. Le pouvoir utilise de plus en plus la répression et l'intimidation pour essayer de briser la grève. Ce n'est d'ailleurs pas la première provocation ou intimidation qui ait lieu au foyer Ampère de Massy. En août déjà, un membre du Comité de coordination avait été agressé, à la veille du jugement devant le tribunal de Longjumeau.

Lundi, la police a débarqué en force au foyer. Vers 4 h 30, une vingtaine de véhicules de police prenaient place sur l'autoroute qui surplombe la cité, certains entraient à l'intérieur de celle-ci et cernaient un bâtiment. Les flics y pénétraient et investissaient trois étages. Là, ils faisaient ouvrir toutes les chambres, bloquant les issues et empêchant les résidents de circuler. Ils ont obligé certains d'entre eux qui voulaient aller aux toilettes à pisser dans leur lavabo. Ils ont ensuite pris des photos des résidents dans leur chambre. Les policiers repartaient vers 8 h (le matin) sans emmener personne. Il semble que cette expédition ait eu pour but de repérer les éventuels locaux, dits clandestins.

Quelle que soit la cause de cette opération, elle constitue une provocation et une intimidation à l'égard des résidents. S'il y a des travailleurs clandestins, ce sont des travailleurs au chômage, par exemple, qui ne peuvent payer de chambre et qui sont obligés de coucher chez un parent ou un ami. Lundi également, un certain nombre de résidents de ce foyer ont reçu une lettre avec accusé de réception leur demandant de payer les arriérés de loyer. Certaines des sommes demandées s'élèvent à 900 000 anciens francs et plus.

Ceci n'a en rien entamé la combativité des résidents qui se sont réunis en assemblée générale le soir même. La lutte continue.

Le ministre des Transports n'apprécie pas les grèves à la SNCF

Le Theule, c'est un nom que nous commençons à connaître. En effet, en juillet, quand le conflit des contrôleurs aériens a éclaté, on a pu remarquer avec quel brio, le ministre des Transports, Joël Le Theule a orchestré la campagne de dénigrement et de dépopularisation de la grève du zèle des contrôleurs aériens.

Aujourd'hui, ce monsieur s'offusque des grèves de la SNCF. « Elles sont inexplicables et inacceptables. 750 000 tonnes de marchandises n'ont pu être acheminées par le rail depuis le début de la semaine. Soutenir les méthodes de certains cheminots, c'est à terme tuer la SNCF » a-t-il déclaré.

Ne rien vouloir comprendre à la situation des cheminots, telle est la volonté délibérée de Joël Le Theule.

En revanche, il sait ce qui n'est pas rentré dans le porte-monnaie de la SNCF et ça l'ennuie beaucoup.

La fin de ses malheurs n'est pas terminée puisque les cheminots de Lyon, de Saint-Etienne et de Saint-Lazare étaient en grève mardi et que les agents du service électrique de signalisation de Savoie, de Haute-Savoie, d'Isère et de l'Ain le seront du 16 octobre au 18.

En outre, s'il existe bien un problème qui n'inquiète guère les travailleurs « c'est de tuer la SNCF ». En effet, qu'entend Le Theule par la mort de la SNCF, c'est le manque à gagner pour lui et ses petits copains. Les travailleurs, eux, s'intéressent seulement à leur propre survie, à avoir du travail et des conditions de travail moins pénibles.

Quartier sans ressources

Un quartier où l'on a regroupé toutes les personnes sans ressources, des logements insalubres et qui se dégradent. Un quartier où, comme dans beaucoup de zones urbaines, l'on a réussi à rendre la vie «dégueulasse».

Enquête réalisée par notre correspondant de Beauvais

LE PSR, quartier sans ressources, quelques immeubles aux murs sales, complètement laissés à l'abandon par les HLM et la municipalité. En entrant dans un immeuble, on remarque tout de suite les portes qui manquent, les boîtes à lettres arrachées, les portes des caves cassées. La peinture crasseuse des couloirs n'a pas été refaite depuis au moins dix ans. Une impression lourde de tristesse. C'est là que vivent des centaines de travailleurs français et immigrés. Les problèmes du PSR ne sont pas spécifiques à ce quartier du plateau Saint-Jean, ceux rencontrés ici sont ceux des autres quartiers, ceux des ouvriers qui vivent dans des « cages » de HLM. L'office, en décidant la création, il y a plusieurs années, d'une zone de « sans ressources » n'a fait que rassembler tous ces problèmes et les amplifier. Le PSR est devenu un exemple frappant de ce qu'est la vie dans de gigantesques zones urbaines.

Libération des loyers

Trois millions de travailleurs touchés

UN conseil ministériel doit être consacré cette semaine à la libération des prix des loyers de certaines catégories d'appartements. La libération des prix des loyers doit intervenir au 1er janvier 1979. Près de trois millions de familles de travailleurs vont devoir payer des hausses souvent supérieures à 20 %.

Au premier janvier, les prix des loyers dits libres et ceux de la catégorie 2B seront libérés. La hausse des loyers libres avait été limitée à 6,5 % par an puis à 85 % de la progression de l'indice du coût de la construction. Quant aux logements de type 2B ils étaient jusqu'à présent régis par la loi de 1948 et leurs loyers étaient donc réglementés.

Le nombre des logements à loyers libres est actuellement estimé à plus de 3 300 000. Des gens de toutes conditions mais principalement des gens du peuple les habitent. Les logements 2B sont, eux, plus particulièrement habités par des membres des professions libérales, cadres, fonctionnaires et commerçants. Le nombre de ces logements est estimé à 52 000 actuellement.

La libération des prix de ces loyers va provoquer des hausses très importantes. Par exemple, la libération des loyers de la catégorie 2A (appartement de luxe) avait entraîné des augmentations variant de 65 à 150 %. Il en sera de même pour cette nouvelle libération. Les premiers renseignements indiquent que de nombreux propriétaires prévoient déjà pour janvier de faire payer de fortes hausses à leurs locataires. Tel est d'ailleurs le but de la libération des loyers. Le journal *Le Monde* indique des cas de locataires à qui les propriétaires veulent faire payer en janvier un loyer augmenté de 23 ou 25 %. Ce même journal indique aussi que des sociétés immobilières louant des appartements dont le bail arrive à échéance obligent les locataires à s'engager à payer en janvier de fortes augmentations, ou les obligent à quitter leur appartement.

La libération des loyers est donc un nouveau mauvais coup porté à des millions de travailleurs. Il y a actuellement seize millions de travailleurs mal logés c'est-à-dire logés dans des appartements où les normes légales ne sont pas respectées. La libération des prix des loyers va augmenter le nombre de ces mal-logés et encore aggraver leur situation.

La lutte contre les augmentations de loyers est plus que jamais à l'ordre du jour.

Quelques jeunes qui discutent, des gens aux fenêtres, un vieil homme qui nettoie sa voiture, tout ici prend un tour de tristesse. J'entre dans un immeuble et je frappe à une porte, au hasard. Du palier, on entend tout ce qui se dit de l'appartement. Une femme d'une trentaine d'années m'ouvre.

- Vous payez combien de loyer ?
- 270 F par un F 6.
- La vie ici ?
- Dégueulasse, cela fait neuf mois que je suis ici et voyez, les carreaux cassés n'ont pas été remplacés, l'humidité est partout, cela amène des cafards. La fenêtre de la salle, je suis obligée de la coincer avec une cuillère pour qu'elle ferme. Il n'y a pas de lumière dans la salle de bains, etc. Il y a eu le feu, quelqu'un est venu prendre des mesures et puis plus rien.

Quand mon mari marocain a été aux HLM, un jeune au troisième étage lui a répondu " Mais oui, Mohamed, on ira ", imitant l'accent arabe.

Le racisme touche beaucoup d'habitants du quartier. Si c'est sale, c'est la faute aux Arabes. Racisme voulu, division voulue par le pouvoir qui gère les HLM et essaie de tout faire pour empêcher la solidarité des habitants de s'étendre et qu'ils exigent de meilleures conditions de vie.

« C'est dégueulasse, c'est répugnant », des mots qui reviennent souvent au fil des conversations.

Arrive le fils : « Il s'est engagé dans l'armée, pas de travail, alors... » m'explique sa mère.

« Tu vois, me dit-il, ici les gens quelquefois jettent leurs ordures par la fenêtre. C'est vrai et c'est logique ». Une façon d'exprimer leur révolte et leur dégoût de vivre au PSR.

Une autre rencontre avec un ouvrier immigré. Il a obtenu l'autorisation, après des tas de tracasseries administratives, de faire venir sa famille du Maroc. On lui a loué un F 3 délabré, sans papiers peints, sans peinture.

INTERDIT AUX ENFANTS DU PSR

Une ou deux aires, un peu de pelouse, quelques mètres carrés d'espace insuffisant pour « jouer ». Ces petites choses, abandonnées avec mauvaise grâce par les promoteurs aux enfants du plateau Saint-Jean, même ça est « interdit aux enfants du PSR ». Interdiction informelle bien sûr, mais la pression morale est tellement forte : « Ils cassent tout, détériorent, sont mauvais ».

Interdit à ceux dont le seul tort a été de vivre dans ce quartier, d'entrer - forcés dans le cercle vicieux. Les

HLM ont créé ce ghetto en connaissance de cause, des quartiers semblables dans d'autres villes le prouvent.

Et maintenant, l'office rejette la responsabilité de l'état des immeubles sur les habitants. C'est si simple !

Un jeune de 17 ans sur sa mobylette.

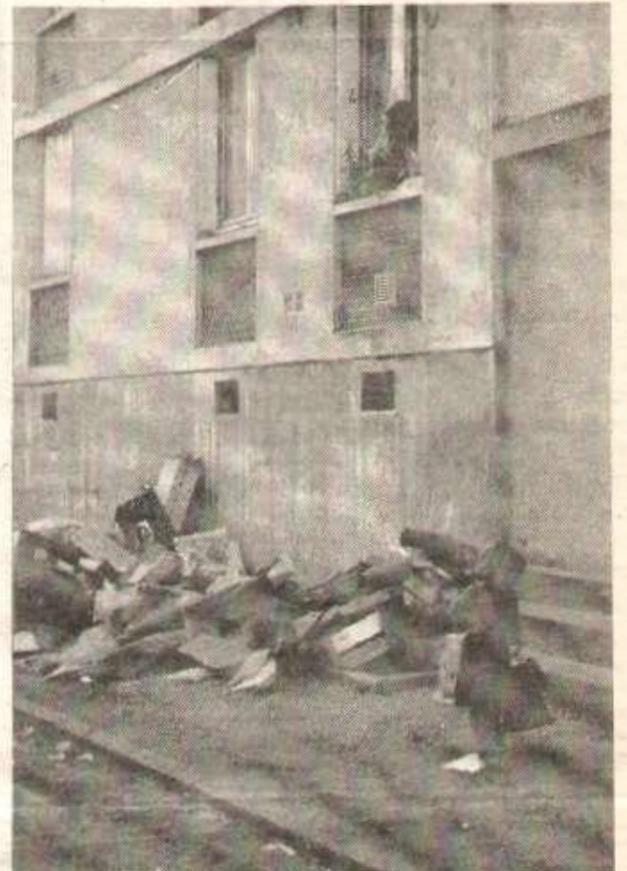
- Tu travailles ?
- Oui, cuisinier.
- Qu'est-ce que tu fais pour te distraire ?
- Sur tout le plateau, il n'y a rien.

Alors, il « traîne », il fait comme les autres. Au PSR, la racaille, diront certains, les jeunes délinquants, existe.

- Qu'est-ce que tu penses de la « bande » ?
- Des jeunes qui s'emmerdent.

Oui, des jeunes à qui on ne propose rien, rien d'autre que la rue. Chez les enfants et les adolescents du quartier, on rencontre les phénomènes « classiques » : retards scolaires, inadaptation, santé fragile (les médicaments, cela se paye !).

Pour animer le plateau



Dans le quartier des sans-ressources. (Photos correspondant HR).

(9 000 personnes), trois animateurs, une éducatrice qui dépendent indirectement de la ville et une petite maison de quartier. Plus de 1 000 personnes par animateur ! L'été dernier, quelques manifestations sur le thème du cirque avaient attiré des enfants du PSR et du plateau. Même si le sérieux des animateurs est indiscutable, ils n'ont presque pas de moyens, ces moyens qui dépendent de l'administration et, en premier lieu, de la mairie de gauche.

LE PROJET DE LA MAIRIE

Au début de l'année, la mairie lançait à grand

renfort de publicité le projet « Habitat et vie sociale ». Celui-ci, financé à 15 % par la ville (le reste par le conseil régional et l'OPAC), prévoit une crèche éclatée, un centre social et des équipements sportifs. La destruction de 110 logements du PSR et la « réhabilitation » des autres.

Détruire le PSR ? C'est peut-être la solution, tant les logements aujourd'hui sont insalubres. Mais... où va-t-on reloger les habitants ? La différence de loyer sera couverte par qui ? Les conditions matérielles des habitants sont souvent catastrophiques. Et puis... depuis un an, pas un bouton électrique du PSR n'a été changé. La « réhabilitation » est encore

à venir, les promesses électorales s'envolent-elles après les élections ?

Beaucoup de paroles, les habitants attendent des actes.

AGISSONS ENSEMBLE

Les loyers ne vont pas tarder à augmenter. Combien les HLM veulent-ils - c'est le seul mot juste - sur les loyers ? Pour que cela change, il faut agir, nous unir, habitants ou non du quartier. Il faut exiger la réparation des immeubles par les HLM, une animation culturelle véritable. Ensemble, tous ensemble, il faut agir.

POLITIQUE ET SOCIAL

La sidérurgie normande touchée par la crise

A l'écart jusqu'ici de la crise sidérurgique, la sidérurgie normande est touchée à son tour : la SMN (5 700 salariés) est menacée de fermeture ! Chantage, menaces pour faire passer une vague de licenciements ? De toute façon la lutte pour l'emploi est à l'ordre du jour dans une région où le taux de chômage est particulièrement élevé.

Implantée au début du siècle, la Société métallurgique de Normandie (SMN) est la plus ancienne entreprise de l'agglomération caennaise et la deuxième par le nombre d'emplois (5 700 salariés).

La SMN possède les mines de fer de Soumont (515 salariés) situées à une quinzaine de kilomètres au sud de Caen. Elle est responsable de la moitié du trafic portuaire de Caen (exportation de produits métallurgiques et de minerai de fer, importation de charbon)...

Touchée depuis 1976 par la crise de la sidérurgie, elle met en place pendant toute l'année 1977 le chômage partiel d'un jour par semaine pour la plus grande partie du personnel. Cela se traduit par une baisse du revenu de 8 % par mois soit 200 francs sur un salaire de 2 500 F.

Depuis janvier 1978, la situation est loin de s'améliorer : chômage partiel qui continue, 400 ouvriers environ (plus 18 aux mines de Soumont) ont été mis en pré-retraite (56 ans et 8 mois) et pour la première fois en juin, les jeunes sortant de l'école d'apprentissage de l'entreprise n'ont pas été réembauchés.

Parallèlement à cette réduction en masse des effectifs, la direction procède à des investissements considérables (construction en 1977 d'une nouvelle aciérie à oxygène) et elle augmente les rendements d'où aggravation des conditions de travail (572 accidents du travail avec arrêt en 1977, dont 141 graves).

La SMN ayant fusionné avec les chantiers navals de Dunkerque (dont elle bénéficie de la bonne santé financière), avait supporté la crise moins mal que les autres entreprises sidérurgiques. Or, Dunkerque est touché à son tour par la crise de la construction navale (là aussi concentration des monopoles, restructuration et licenciements).

Le plan gouvernemental de sauvetage de la sidérurgie ne concerne que les trois grandes sociétés : Creusot-Loire et la SMN semblent en être écartées.

Des discussions sont actuellement en cours entre la SMN et Sacilor.

En cas d'échec de ces discussions la direction annonce qu'elle fermera purement et simplement l'usine. En cas de fusion quelles seront les conséquences pour les 5 700 salariés de la SMN et tous les travailleurs des

sociétés et entreprises sous-traitantes de la région ? (un poste à la SMN correspond à deux et demi ou trois postes à l'extérieur). Ce dont l'on peut être sûr c'est qu'il y aura des suppressions d'emploi ; d'ailleurs la direction au dernier CE du 28 septembre a annoncé qu'il faudra diminuer les emplois de 600 à 1 100.

La politique d'austérité se poursuit encore : deux semaines de chômage partiel en octobre. Réduction d'horaires de 42 heures à 40 heures pour les personnes ne travaillant pas en 3X8 sans compensation de salaire (ce qui correspond à une perte de revenu de 5,3 % pour 70 % des salariés). Face à cette situation quelle est l'attitude et la riposte des organisations syndicales ?

LES SYNDICATS DIVISÉS

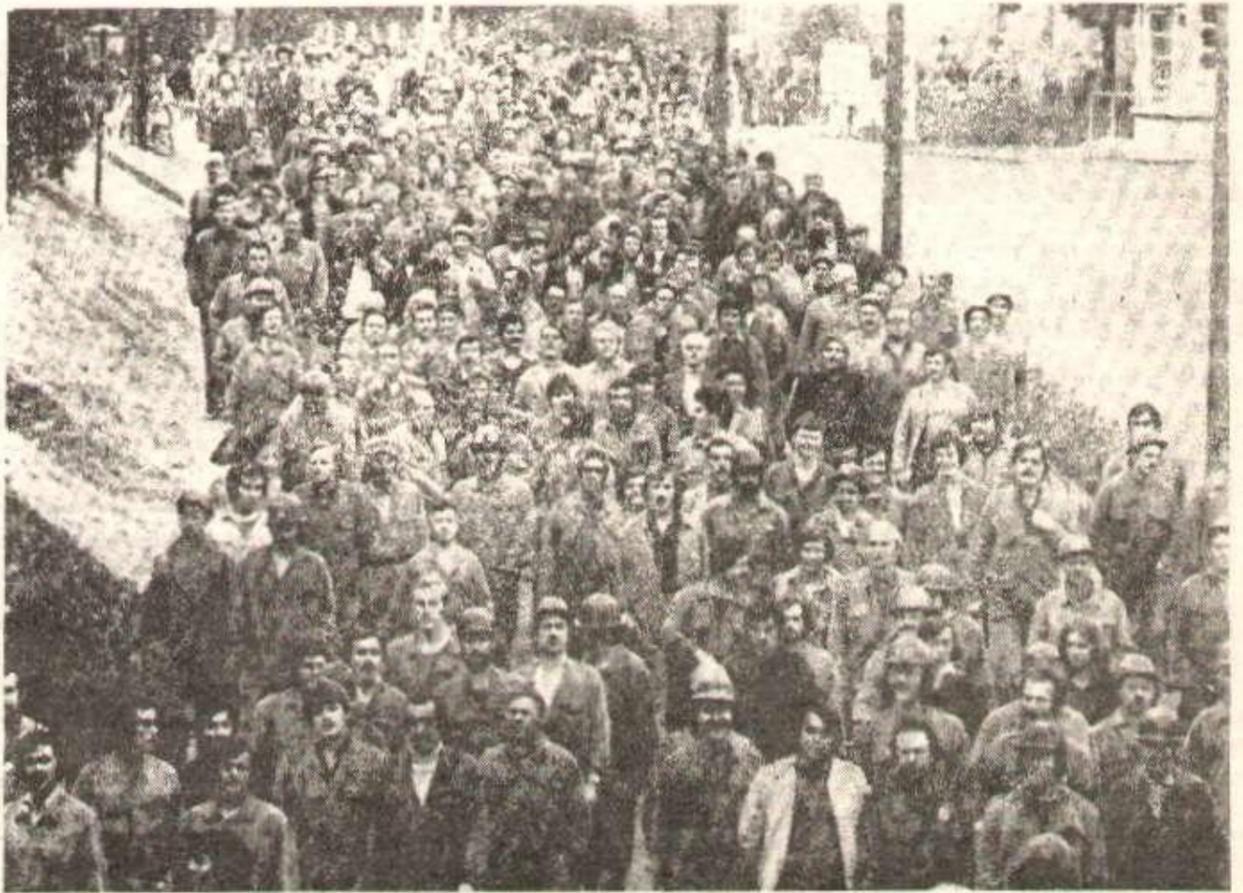
Depuis la mi-août les deux organisations syndicales CGT et CFDT ne cessent de polémiquer et d'étaler leurs désaccords. Leurs analyses quant à la situation sont différentes : la fermeture totale, la CGT dit que c'est un chantage pour mieux faire passer la restructuration, elle dit aussi que la SMN peut payer et qu'il faut se battre pour l'amélioration des conditions de travail.

La CFDT, elle, envisage deux possibilités, le chantage pour obtenir les fonds des pouvoirs publics et également la possibilité de fermeture.

Toujours est-il que ces divergences mineures ne justifiaient pas la polémique qui désorientait les travailleurs. Ces derniers ne comprenaient pas la désunion syndicale : les syndicats appelaient alors à ses « meetings unitaires » chacun de son côté.

Cela doit réjouir au plus haut point la direction qui a déjà l'année dernière mis plus de 400 ouvriers à la retraite anticipée (à cette époque, aucune riposte syndicale) et qui vient de réduire à 40 heures sans compensation. A cette occasion, en réunion de CE, les syndicats CFDT et CGT n'ont pu une fois encore s'entendre sur les propositions. La CFDT a accepté la proposition patronale de réduction du temps de travail sans compensation se justifiant en disant qu'elle se battra après pour la compensation.

Il semblait alors que le fossé se creusait après ce



Plus de 1 000 travailleurs au meeting syndical unitaire devant la SMN. Une grande volonté de lutte chez les travailleurs.

dernier épisode. Mais le 25 septembre, le premier meeting commun avait lieu devant plus de 1 000 travailleurs. Chaque syndicat exposait ses vues et ses solutions : pour la CGT, le remède miracle « une vraie nationalisation », la CFDT elle, accuse « les investissements anarchiques », la CFTC parle « d'imprévoyance ».

Un deuxième meeting, le 2 octobre, réunissait à nouveau les travailleurs. Pour ce qui est de la lutte sont surtout envisagées, les actions spectaculaires sur la ville ou la région. La présence massive des travailleurs prouve en tout cas leur inquiétude et leur volonté à se battre (des mouvements de grèves ont eu lieu fin septembre aux laminaires).

Alors, dans cette situation faut-il mettre en avant les solutions de repliage de la sidérurgie, défendre « une sidérurgie française nationalisée démocratiquement, une sidérurgie avec

participation de l'Etat, sans gaspillages et investissements anarchiques » comme le font les directions CFDT et CGT ou bien faut-il s'engager dans la voie de la lutte, de la défense des intérêts propres des travailleurs. Lutte contre les licenciements, pour l'amélioration des conditions de travail... La seule solution conforme aux intérêts des travailleurs est leur unité à la base et dans l'action pour la lutte.

UN MOT QUI REVIENT SANS CESSER : L'ÉCOEURÉMENT

« C'est à croire qu'ils aident le patron » nous a dit un travailleur à propos des divisions syndicales tandis qu'un autre parlant du racomodage PC-PS, au lendemain du 1er tour disait : « Ils nous ont vraiment pris pour des cons. »

Un vieux syndicaliste CGT mis à la retraite antici-

pée sans qu'il y ait eu riposte nous confiait son découragement : « C'est le chacun pour soi », les travailleurs sont pris au piège de la voiture, du crédit...

La division des travailleurs, c'est bien sûr la meilleure arme des patrons. Et c'est tout naturellement que les travailleurs, eux, aspirent à l'unité.

Quelle unité ? Celle des directions syndicales qui existait avant les élections lorsqu'il s'agissait de promener les travailleurs de journée d'action en journée d'actions inefficaces et démobilisatrices, celle de L'Union de la gauche ?

L'unité qu'il faut réaliser c'est celle de la classe ou-

rière : l'unité des travailleurs à la base et dans l'action. Les changements d'orientations des directions syndicales ne tomberont pas du ciel : ce sont les militants et adhérents de base qui doivent lutter pour impulser l'unité de classe de tous les travailleurs syndiqués et non-syndiqués. Car pour sortir de l'impasse à la SMN, pour éviter que l'écoeurément des travailleurs ne précède l'effondrement des syndicats et la reprise en main patronale (syndicats-maison par exemple), il faut rester dans le syndicat et impulser un syndicalisme de classe sans esprit de chapelle en mettant la défense des intérêts des travailleurs au premier plan.

Le chômage en Basse-Normandie

Le triangle Caen-Ba. eux-Falaise est le plus touché avec 36 % de demandeurs d'emplois pour une population qui représente 27 % de la région.

Si on compte les seuls licenciements économiques, ils étaient de 3 923 pour 1976, de 5 774 pour 1977 et, pour le premier trimestre 1978, de 4 577, ce qui représente une augmentation de plus de 65 %.

Ne sont pas compris dans ces chiffres les licenciements déguisés : mises à la pré-retraite (531 pour la SMN, 210 pour la Savim...), départs volontaires, etc.

D'autre part, certaines régions de bocage sont touchées par l'exode des jeunes et des petits paysans éliminés en grand nombre par le capitalisme (moins 12 000 emplois pour l'agriculture en trois ans).

Les principales victimes du chômage sont les femmes (55 % des demandeurs d'emplois) et les jeunes de moins de 25 ans (53,2 % contre 40,5 % de moyenne nationale).

La demande d'emploi augmente de façon croissante pour la main-d'œuvre qualifiée (fin juillet 1978, les ouvriers qualifiés

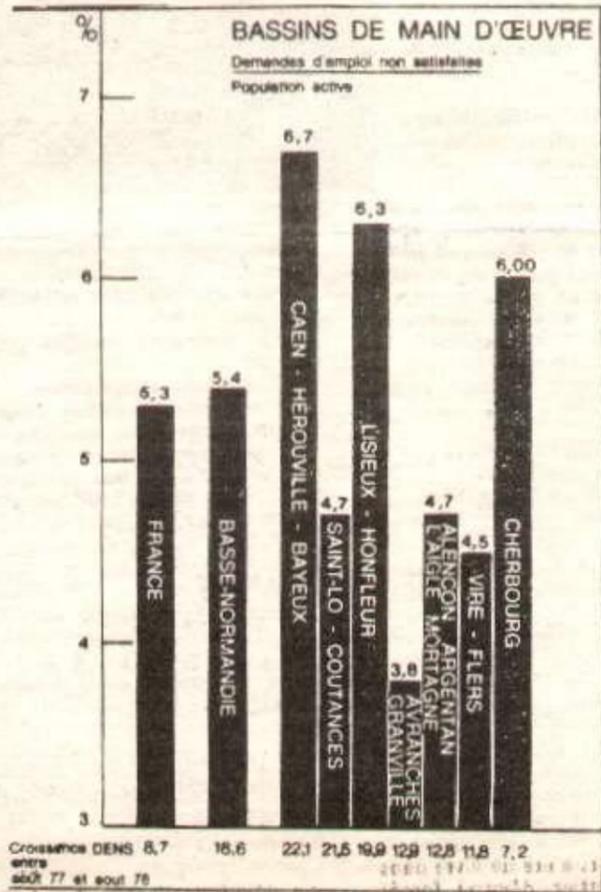
étaient 33,8 % de plus qu'un an auparavant à rechercher un emploi). Le phénomène s'accompagne d'une déqualification de la population ouvrière. On voit là le rôle du chômage qui est de créer une armée de réserve de main-d'œuvre à bon marché.

La seule perspective économique « souriante » pour notre région est le développement de l'industrie nucléaire (trois centrales prévues et l'usine de retraitement de la Hague).

Pour ce qui est du chômage, voyons ce qu'en pensent les responsables locaux du développement économique. Spriet, au nom du groupement patronal déclare au comité économique et social pour l'emploi : « Il ne faut pas retenir le nombre global des chômeurs ».

Il distingue les jeunes : presque la moitié trouve un emploi dans les quatre mois, les autres, mal formés et mal orientés, attendent plus longtemps. Les femmes « souvent à la recherche d'un second salaire mais qui refusent, et c'est leur droit, toute mobilité ».

C'est bien la preuve qu'il n'y a pas d'autre réforme que la lutte contre ces exploités et ceux qui les soutiennent.



Beullac est content, et vous ?

DEUX MILLE postes de maitres d'inter-nat (surveillants) ont été supprimés à la rentrée. 17.000 surveillants d'externat ont leur emploi menacé par la création de postes d'adjoints d'enseignement (des professeurs qui assurent la surveillance en heures supplémentaires). 400 postes de professeurs d'école normale sont supprimés dans le budget 1979. 8.000 étudiants, diplômés en éducation physique, sont au chômage puisqu'aucun poste budgétaire n'est prévu pour 1979.

Les conditions de travail des élèves sont scandaleuses à tout point de vue. Il y a, bien sûr, la surcharge des effectifs comme à Morlaix, dans le Finistère, où les cours préparatoires accueillent — ou entassent ? — 41 enfants. Il existe pourtant une solution pour régler le problème des effectifs, c'est de supprimer carrément les classes, comme dans un lycée de Lot-et-Garonne où deux classes de terminale D ont disparu. Les salles de classe manquent, qu'importe : investissez l'infirmerie, la bibliothèque et les foyers culturels pour faire cours, comme le recteur y a obligé le lycée Clémenceau à Villemonble, en Seine-Saint-Denis.

Beullac nous dit aussi : facilitez le travail de groupe en mettant quatre élèves par machine comme au lycée technique Marcel-Sembat, à Sotteville-les-Rouen.

Malgré tous ces bons conseils, l'atmosphère était quelque peu électrique au CES de Coulonieux-Chamiers en Dordogne. Il faut dire que le courant des installations électriques était de 380 volts au lieu de 220 !

Comme les gens sont méchants. On raconte que le plan Soisson pour la relance du sport à l'école porte un coup bas au sport. C'est faux. En voici un exemple :

Prenez un stade éloigné de l'école, comptez une bonne demi-heure pour y aller, ajoutez 15 minutes pour le déshabillage et 15 minutes encore pour le rhabillage et vous aurez le cas des 3e du CES-Henri-IV à Meaux pour qui les deux heures de sport se réduisent à une heure.

Ne bourrons plus la tête de nos enfants avec de lourds programmes à ingurgiter. C'est pourquoi Beullac se félicite des dispositions qu'il a prises dans ce sens au CES de Tintignac, à Rennes, où il manque un poste de réparation-auto, un poste de vie familiale et sociale, un demi-poste de langue, un demi-poste de maths-sciences et un poste de documentaliste.

Les parents, les professeurs manquent d'initiative. Ceux du CES de Montfort-sur-Meu, près de Rennes réclamaient trois postes : « Si vous voulez vos trois postes, financez-les vous-mêmes » leur a répondu l'inspecteur d'académie. Merci bien, on n'y avait pas pensé. A quand une

journée de quête dans le public pour payer les professeurs ?

Prise en flagrant délit de manque d'initiative aussi, cette institutrice remplaçante déconcertée parce que le rectorat lui proposait un demi-poste à l'île d'Ouessant et un autre demi-poste à l'île de Sein. Elle n'a qu'à acheter un bateau à rames !

Les voyages forment la jeunesse et pourquoi pas le

corps enseignant ? C'est dans cette perspective que des professeurs de gymnastique de Dijon ont été nommés à 600 km de chez eux et qu'une enseignante de Nice a eu un poste à Sens alors qu'enfants et mari sont à Nice.

Un professeur professe, un enseignant enseigne. Voici le critère de Beullac, aussi ne se penche-t-il pas trop sur ce qui est professé et enseigné.

Un professeur de géographie doit enseigner le travail du bois à Nantes, un professeur de russe l'espagnol, dans le Val-de-Marne, un professeur de français la gymnastique à Saint-Étienne.

S'ils sont désemparés par leurs nouvelles fonctions, ils peuvent compter sur le concours efficace des livres du maître. Soyons-en sûrs.

Nathalie VILLOTIERS

Culturel

« Le Temps d'une vie » de Roland Lepage
par le Théâtre populaire du Québec

Pour vous réconcilier avec le théâtre

LE Théâtre populaire du Québec présente en ce moment au Théâtre national de Chaillot, à Paris, une pièce de Roland Lepage « *Le temps d'une vie* ». « *Le temps d'une vie* », c'est un peu la vie du peuple québécois. C'est un peu notre vie aussi. Tout simplement, ce qui est déjà beaucoup.

Nous avons sans doute déjà trop subi le mauvais théâtre de mauvais boulevard qu'est « *Au théâtre ce soir* », triste suite télévisée de caleçonades, de maris cocus et de femmes futiles, le tout agrémenté de piètres calembours.

Nous avons déjà trop subi aussi ce théâtre esotérique, fermé sur lui-même, mystique ou absurde que l'on veut nous présenter comme le théâtre moderne, l'avenir théâtral.

Aussi, n'allons plus assez ou peut-être plus du tout au théâtre. Ce théâtre qui, trop souvent, perd tout sentiment, toute attache à la réalité quotidienne, à la vie. Or, un art qui ne prend pas racine dans la vie de millions de gens est un art qui se meurt.

Le grand mérite d'une œuvre modeste comme « *Le temps d'une vie* », c'est de nous réconcilier avec le théâtre. L'histoire de l'enfance, de la mort de cette femme du peuple québécois est toute de vérité. Elle nous touche, comme elle a déjà touché un large public québécois.

Le Théâtre populaire du Québec la présente en ce moment à Paris au Théâtre national de Chaillot, du 3 au 14 octobre. La pièce sera jouée ensuite en Belgique, puis en province. « *Pour nous*, déclare



l'auteur Roland Lepage, c'est une belle occasion de rencontrer une audience encore plus vaste, plus diversifiée, de nous assurer si les sentiments, les personnages qui ont su toucher l'âme des gens de chez nous contiennent assez d'universel et d'humain pour atteindre aussi en quelque point celle d'un public étranger.

Et Roland Lepage précise : « *L'auteur qui a toujours ambitionné d'écrire pour un auditoire populaire sent bien qu'il a de quoi se réjouir. C'est, en effet, une chance merveilleuse que de parvenir à se faire entendre un peu partout, par du vrai monde, par la foule des gens ordinaires à qui on avait rêvé de pouvoir un jour parler.* »

Tournée en province

- Grenoble — 3 et 4 novembre
- Autun — 6 novembre
- Lyon — du 7 au 12 novembre
- Avignon — 14 novembre
- Aix-en-Provence — 15 et 16 novembre
- Carcassonne — 17 novembre
- Bordeaux — 18 novembre
- Parthenay — 19 novembre
- Biarritz — 20 novembre
- Poitiers — 21 novembre
- La Rochelle — 22 novembre
- Angoulême — 23 novembre

- Bourges — 24 novembre
- Orléans — 25 novembre
- Tours — 28 et 29 novembre
- Les Ulis — 30 novembre et 1er décembre
- Bezons — 2 décembre.

« *Le temps d'une vie* » sera aussi joué en Belgique à Liège, Woluwé-Saint-Pierre, Arlon, Namur et Louvain.

Informations complémentaires : Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, Tél : 727 84 15

A l'heure où s'ouvre le conclave

Les très secrètes finances du très riche Vatican

NOUVEAU conclave donc. Pour un nouveau pape. Les motivations d'ordre spirituel sont très loin d'être les seules à inspirer les notables de l'Eglise. En élisant le successeur du très court Jean-Paul 1er, ils éliront aussi le plus riche actionnaire du monde.

Le gouvernement du Vatican est le seul gouvernement à ne pas publier le compte-rendu de ses finances. Des informations officielles percent parfois...

BEAUCOUP DE BANQUES

Pour gérer ses biens, le Vatican dispose de l'Institut des œuvres religieuses, une des banques les plus actives de la planète. Elle serait en contact en France avec Rotschild et le Crédit industriel et commercial (CIC).

Quatre groupes financiers président aux destinées boursières du Vatican, pour la seule Italie : la Banca di santo spirito, la Banca di Roma, le Société Immobiliare, la Sogene. A leurs têtes, des personnalités tels

que des membres de la famille de Pie XII : Pacelli.

A l'étranger, on trouve des participations financières vaticanes dans la Banque Morgan (New-York), la Hambros (Londres), l'Union des banques suisses et italiennes pour l'Amérique du Sud.

En 1974, un incident financier est venu lever un voile sur quelques uns des dollars du Vatican : l'effondrement de l'empire financier sicilien Michelle Sindona. Le Vatican y avait placé des fonds, en particulier dans les immeubles que contrôlait le groupe Sindona, comme le Watergate, à Washington, siège du Parti démocrate espionné pour le compte de Nixon ou comme le siège de la Pan America Airlines à Paris. L'effondrement de Sindona a coûté un milliard de francs au

Vatican... qui malgré tout a de quoi tenir.

Tant que nous sommes dans les immeubles, disons en passant que le Vatican entre aussi dans le contrôle du Hilton de Rome et du Panam des Champs-Élysées.

LE PREMIER ACTIONNAIRE DU MONDE

En 1957, le journal économique *Les Echos* évaluait le colossal porte-feuille d'actions du Vatican à 5 000 milliards de francs pour les seules réserves d'or. Le *Times* évaluait son patrimoine entre 10 et 15 milliards de dollars, les seuls titres des sociétés italiennes à 1 000 milliards de lires.

En 1965, le journal *L'Economiste* publiait que le pape, avec un porte-feuille d'environ 2 000 millions de livres-sterling, était le plus riche actionnaire du monde.

Au début de cette année le journal *L'Europeo* affirmait que le porte-feuille immobilier du Vatican contrôlait le quart de Rome et qu'en outre, grâce aux exemptions fiscales prévues par le Concordat, l'Eglise réalisait des bénéfices spéculatifs.

Le Concordat en question est une convention financière datant de 1929 et toujours en vigueur. Elle fut signée entre le pape et Mussolini, à l'époque des accords de Latran. C'est d'ailleurs en grande partie grâce au soutien du Vatican et du Parti démocrate-chrétien que le dictateur fasciste italien prit le pouvoir.

Le Vatican possède aussi des terres. A elle seule, l'Eglise italienne serait propriétaire de 740 000 hectares, 274 000 hectares d'instituts de bienfaisance (qu'elle loue) et 465 000 hectares d'instituts religieux.

Si la banque est le moteur de tout capitalisme, si l'immobilier est la valeur la plus sûre, le Vatican ne se refuse pas quelques investissements dans les industries les plus diverses.

Les chemins de fer italiens, la compagnie du gaz et l'électricité (en Italie aussi), les pâtes Pantenella, les firmes textiles Cisa Viscosa, les automobiles Alfa-Roméo, l'industrie chimique Montecatini, ont l'honneur d'avoir le Vatican parmi leurs actionnaires.

Mais le Saint-siège, en bon capitaliste, ne met pas tous ses œufs dans le même panier. Il investit dans différents secteurs de pointe. Il est par exemple (car ce ne sont que des exemples) actionnaire de grands groupes comme la Trans World Airlines, Procter et Gamble, Exxon (le numéro un mondial du pétrole) ou la Général Motors. A Tokyo, on investit dans les bicyclettes et la photo. A Buenos Aires dans les tramways.

Petit détail souriant pour clore cette longue énumération pourtant incomplète : le Saint-siège qui mène une campagne idéologique effrénée contre la pilule et la contraception est par ailleurs actionnaire de l'Institut Farmacologico Sereno. Or, cet institut fabrique les pilules contraceptives « Lu-teolas »...

Usine SSC à Tours (Indre-et-Loire)

Gaz sulfureux dans les ateliers

La lutte pour la sécurité est engagée

L'USINE SSC, filiale du groupe Thomson, fabrique des composants électroniques. Elle utilise de nombreux acides et autres produits toxiques pour la fabrication des pièces. Cette usine emploie 650 personnes dont la majorité sont des femmes OS. Depuis six mois, les syndicats CGT et CFDT dénoncent les carences dans la sécurité : une à deux fois par mois, on voit l'ambulance des pompiers emmener une fille à l'hôpital.

Mardi 3 octobre, un nouvel accident se produit. Alors que des travaux sur les égouts de l'usine sont en cours, une opération de vidange de certains produits se fait, et ce, pour la première fois à grande échelle (300 litres).

Pour une raison encore inconnue, un gaz toxique, l'anhydride sulfureux, s'est formé. Se répandant dans les ateliers par les bouches d'égout ouvertes, le gaz est alors aspiré par le système de ventilation et se propage (de façon inégale) dans toute l'usine.

UN RESPONSABLE IMPOSSIBLE A TROUVER

De nombreuses filles doivent sortir car l'air est suffocant. Et dehors, une fille est sujette à une violente crise

d'asthme, une autre de convulsions, puis une autre, puis une autre... Quand les pompiers arrivent, impossible de trouver un responsable. L'opération de vidange est, bien sûr, arrêtée. Mais le chef du personnel (en l'absence du directeur) refuse de faire évacuer les ateliers où le gaz se sent peu.

Ce sont les délégués qui passent partout pour faire sortir les filles. Le manque total d'organisation des secours a entraîné un climat de panique, et crises de nerf et évanouissements se succèdent.

A 11 h 30, le personnel « qui le désire » est enfin autorisé à rentrer à la maison pour se reposer.

UNE ATTITUDE CRIMINELLE

Quand l'équipe de l'après-midi arrive à 14 h, le travail reprend normalement, alors qu'aucun test de densité du gaz dans l'air n'a été fait !

Ce sont encore les délégués qui expliquent ce qui s'est passé et qui tentent de dissuader les ouvrières de rentrer. Mais beaucoup vont quand même au travail. Et tout l'après-midi, c'est un défilé à l'infirmerie : malaises, crise d'asthme, crise de nerf. Au total, 26 filles sont envoyées à l'hôpital !

La plupart sont sorties, mais quelles conséquences pour leur santé dans les mois ou les années qui vont venir, nul ne le sait.

Les syndicats de l'usine ont dénoncé ce mépris incroyable de la santé des ouvrières. Des messages de solidarité des usines de la zone industriel-

le ont été envoyés. L'indignation est générale, mais le plus dur reste à faire.

La lutte pour imposer des conditions normales de sécurité est maintenant ouverte.

LA SANTÉ DU PEUPLE N'A PAS DE PRIX

La direction se sert de l'ignorance des ouvrières en ce qui concerne leur propre santé pour minimiser les problèmes. Ainsi elle affirme, dans un communiqué au personnel, que le gaz qui s'est propagé (l'anhydride sulfureux) « peut être irritant pour les personnes souffrant d'asthme ou d'insuffisance respiratoire ».

En fait d'irritation, ce gaz peut provoquer de graves lésions aux poumons et entraîne souvent des bronchites chroniques ! Quant aux personnes souffrant d'asthme, pour 30 % d'entre elles, ça provient justement des conditions de travail (statistiques officielles sur toute la France).

Les syndicats sont donc en train de constituer un dossier précis, avec l'aide des travailleurs de la chimie et de médecins progressistes. Leurs objectifs sont doubles :

- D'une part, attaquer la direction sur le plan juridique ;
- D'autre part, informer les ouvrières des risques réels et organiser une lutte massive pour imposer de bonnes conditions de sécurité, même si ça coûte cher au patron !

Notre santé ne se monnaie pas, défendons-la !

Correspondant HR

Guingamp

Menaces sur l'AOIP

Il y a à Guingamp une seule grosse usine, l'AOIP, coopérative ouvrière qui emploie un peu plus de 1 000 personnes, des femmes surtout payées au rendement. L'usine comporte deux secteurs : électro-mécanique et électronique. D'après les informations (partielles) que nous avons, le secteur électromécanique fermerait d'ici juillet 1979, ce qui entraînerait le licenciement de 600 ouvrières.

Il y a également des usines AOIP à Morlaix, Béziers, Paris (Yvry, Orly). D'autres usines seraient concernées. Il faudrait s'organiser pour échanger des informations entre ces usines.

Correspondant Guingamp

30 au matin, en arrivant, ils constatent, stupéfaits, la fermeture de la boîte avec des scellés : ce qui fait 90 personnes au chômage. Avant les congés, « tout marchait bien » : on avait même embauché des jeunes ! Mais le patron ne veut donner aucune explication. Les travailleurs, en majorité des femmes, ont aussitôt organisé la riposte :

- Occupation des locaux comme ils l'avaient déjà fait en février 1977 pendant quatre mois ;
- Manifestation en ville ;
- Délégation à la sous-préfecture.

L'objectif immédiat est d'obtenir les Assedic mais l'ensemble des travailleurs est bien déterminé à retrouver son emploi.

Correspondant Dunkerque

Les problèmes de l'emploi dans la flotte de pêche « Situation critique »

Le comité central des pêches maritimes vient de publier une étude sur l'emploi dans la flotte de pêche.

La pêche artisanale représente 80 % des emplois, la pêche industrielle 16 %. L'effectif varie selon les saisons : en 1977 26 500 (hiver), 28 500 (été).

Pour ces dernières années, il y a eu une perte annuelle de 900 à 1 100 emplois.

La mobilité professionnelle est importante.

La population des marins-pêcheurs est vieillie, la tranche d'âge la mieux représentée est celle des 47-50 ans.

Les jeunes ne restent pas à la pêche : « Depuis 1964, la population des marins-pêcheurs a perdu la moitié de ses jeunes de moins de 20 ans (de 12,5 à 6 %) ».

Les causes de la mobilité professionnelle et du vieillissement de la population des marins-pêcheurs sont la pénibilité du métier et les conditions de vie qu'imposent la pêche et le système capitaliste où le profit compte avant tout.

Correspondant HR

CDF-Chimie (Saint-Avold-Moselle)

L'Humanité rouge a déjà parlé dans ses colonnes du problème de l'emploi à CDF-Chimie.

Récemment, le conseil de surveillance (actionnaires et autres pontes) s'est réuni et Jacques Petitmengin, président du directoire de la société, a déclaré que la situation était critique.

Moralité : compression du personnel. On en profite pour ne pas accorder les augmentations de salaire dans les conditions prévues par les patrons eux-mêmes.

La Lorraine qui, en mars, avait été épargnée pour des raisons électorales, n'y échappe pas cette fois-ci. Des études de poste sont faites, ce qui n'est certainement pas pour rien. Il faut s'attendre à une offensive de la direction sous peu. Déjà, on supprime du travail, probablement d'ailleurs aux dépens de la sécurité et des conditions de travail.

Le personnel est maintenant conscient du danger et est en train de s'organiser en conséquence.

Foyers SONACOTRA DE Colombes

COMMUNIQUE DE PRESSE

Journée « portes ouvertes » le 14 octobre 1978 de 14 h à 23 h au foyer Sonacotra, 203 rue Colbert à Colombes

Le comité de résidents et les résidents du foyer Sonacotra Colbert, en grève des loyers depuis le 1er décembre 1977 (ce foyer a déjà été en grève en 1975 et sa lutte a été sabotée l'été 1976), invitent tous les travailleurs français et immigrés à venir à cette journée « portes ouvertes ».

- Expo-photos - Montage diapos - Films -
- Chansons - Brochettes - Gâteaux -

Le comité de résidents du foyer Colbert-Colombes le samedi 8 octobre 1978

Fives-Nord

LE THÉÂTRE DU PRINTEMPS 17, RUE DE SABOT 59000 LILLE

Est heureux de vous inviter à la représentation « d'Octobre aujourd'hui » à la Marbrerie (Fives) Le samedi 14 octobre à 20 h 30.

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

PRENEZ CONTACT avec **Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)**

Nom :
 Prénom :
 Profession :
 Lieu de travail :
 Adresse :
 Code postal :

A retourner à la Boite postale de l'Humanité rouge

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge

205 51 10

Contreplaque-Dunkerque

Grève avec occupation des locaux pour le maintien de l'emploi

Le lundi 28 août, les travailleurs reviennent de congé. Le mercredi

Il faut cinq heures d'avion pour se rendre de Pékin à Phnom Penh, cinq heures pendant lesquelles nous sommes souvent restés le nez collé au hublot pour tenter d'apercevoir les toutes premières images du Kampuchea.

Après l'immense Chine, c'est le Laos, le « Royaume du million d'éléphants », montagnes mystérieuses et sombres couvertes à perte de vue d'une jungle épaisse qui ne laisse rien entrevoir de la vie au sol. Soudain, nous apercevons un large ruban jaune et sinueux, le Mékong, que nous survolerons jusqu'à Phnom Penh. Nous découvrons avec étonnement ses multiples ramifications, ce mélange indescriptible de terres, d'îles et de bras d'eau étroitement imbriqués. Bientôt, il devient difficile de distinguer la terre. Le Mékong est sorti de son lit et une large masse de boue jaunâtre et immobile s'étend à perte de vue. Le Cambodge, mais aussi le Sud du Vietnam, connaissent les inondations les plus graves depuis 72 ans.



Répiquage du riz dans les rizières (Photo HR).

production tournent jour et nuit avec des équipes fonctionnant en 3 X 8. Il n'y a qu'un jour de congé tous les dix jours. Même les jeunes enfants prêtent d'une manière ou d'une autre, dans la mesure de leurs possibilités et de leurs études, la main à la pâte. Mais, depuis sa libération c'est pour lui qu'il travaille, c'est à lui et à personne d'autre, que reviennent les fruits de son labeur et les richesses qu'il crée de ses mains. Déjà il mange à sa faim, il est vêtu de neuf, il commence à abandonner ses paillettes couvertes de tulle. Il bénéficie de soins médicaux et le paludisme, ce fléau du pays, a déjà presque totalement disparu. Il accède à l'instruction. Il est désormais vraiment maître chez lui.

DE NOUVEAU UNE GRAVE MENACE

Mais à nouveau, une grave menace pèse sur cette indépendance si chèrement payée. Les Américains mis à la porte voilà qu'à son tour le Vietnam prétend faire

1 000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge) (1)

Mais l'avion perd de la hauteur, çà et là apparaissent des villages isolés sur un petit promontoire, cernés par l'eau, le toit compliqué d'une pagode. La végétation se fait plus précise, luxuriante, dominée par la haute silhouette en éventail si caractéristique des palmiers à sucre.

Et c'est l'atterrissage à l'aéroport de Pochentong, un nom si familier pour tous ceux qui ont suivi de près la lutte du peuple cambodgien, vibrant de colère à ses souffrances et d'enthousiasme à ses victoires.

Sur la piste d'atterrissage des camarades cambodgiens nous accueillent. Parmi eux, nous avons la surprise et l'émotion joyeuse de retrouver un ami de longue date, Ok Sakun, qui fut pendant toute la guerre de libération, le responsable de la mission du Grunk à Paris.

Et bientôt, nous voici, filant vers Phnom Penh à travers une banlieue riante comme une campagne. La ville est surprenante. Bien sûr, par la très faible densité de circulation et de population, mais aussi par le caractère colonial de son centre : larges avenues bordées de palmiers, opulentes villas noyées dans la verdure de leurs parcs.

UNE NATURE D'UNE FOLLE GÉNÉROSITÉ

Des impressions, des émotions, ne manqueront pas de nous frapper tout au long de la durée de ce bref mais si dense séjour. Et d'abord, le contraste saisissant entre l'extrême richesse potentielle de ce petit pays et la pauvreté de son économie. La nature au Kampuchea est d'une folle générosité : l'eau et la terre abondent, les eaux sont les plus poissonneuses du monde, la végétation magnifique et exubérante. Les fruits et les légumes se multiplient : bananes, mangues, mangoustans, papayes, duriens, jacques, rivalisent avec les rizières verdoyantes, les champs de manioc, les énormes courges, les champs de coton et les immenses forêts de bois précieux.

LES MARQUES DE LA GUERRE

Mais l'économie du pays a été ravagée par la guerre, des villes et des villages ont été rayés de la carte, les rares usines détruites, les voies de communication hâchées par les bombes, les champs creusés de profonds cratères en gardent encore la cicatrice malgré la végétation tropicale qui a vite fait de recouvrir les ruines. Sur de longues files se dresse le

POUR la première fois depuis la libération de Phnom Penh, en avril 1975, une délégation de Français, dirigée par Jacques Jurquet, secrétaire du Parti communiste marxiste-léniniste et directeur politique de *L'Humanité rouge*, s'est rendu en visite au Cambodge, à l'invitation du Comité central du Parti communiste du Kampuchea. Elle y a séjourné huit jours, du 9 au 16 septembre. Elle a eu de longs et riches entretiens avec Ieng Sary, membre du comité permanent du Comité central et par ailleurs ministre des Affaires étrangères, et avec Pol Pot, secrétaire du PCK et premier ministre.

Nous commençons ci-dessous le reportage de ce passionnant voyage.

spectacle des cocotiers et des palmiers à sucre décapités dont les troncs gardent encore la marque des balles et l'impact des éclats d'obus.

Pourtant des merveilles ont déjà été réalisées dans un si court laps de temps : des usines reconstruites, des ponts restaurés et surtout, témoignage frappant de l'effort entrepris, d'extraordinaires et considérables réalisations hydrauliques qui permettent de domestiquer enfin ce qui dans ce pays peut être la meilleure ou la pire des choses : l'eau. Barrages, larges canaux de plus de 50 km, multiples ramifications des réseaux d'irrigation ont déjà transformé le visage d'une partie importante du pays et permis au riz de prospérer. Et ici, le riz c'est la vie, l'alimentation de base qui, par le passé, a toujours manqué à une période ou l'autre de l'année. Aujourd'hui, il y a du riz en quantité suffisante pour tous les hommes, les femmes et les enfants du Kampuchea et on peut même commencer d'en exporter auprès des pays voisins.

D'autres images nous frappent pêle-mêle : les longues rizières, les digues en construction qui sur un petit espace rassemblent plusieurs dizaines, plusieurs centaines de personnes dans un désordre qui ne semble qu'apparent et une joyeuse animation, les grappes d'enfants rassemblés sous un préau de la coopérative et qui nous saluent gaiement, les archaïques mais si belles charrettes en bois qui encombrant les routes et dont nous découvriront avec étonnement qu'elles figurent déjà, les mêmes, sur le

bas relief des temples d'Angkor. Et la silhouette majestueuse, inoubliable, de ces joyaux de pierres qui surgissent tout à coup au sein de l'épaisse forêt qui les entoure.

Symbole de la culture, de la nation, de l'âme même du peuple khmer. Ces temples que Lon Nol et Américains auraient tant voulu arracher aux patriotes qui en assuraient la garde, qu'ils sont même allés jusqu'à bombarder, heureusement sans pouvoir causer trop de dégâts.

Et tant d'autres moments précieux comme ces moments passés au milieu de la joyeuse et fébrile agitation de 4 000 jeunes construisant avec tous leurs cœurs, avec toutes leurs forces, un nouveau barrage près de Kompong Thom. Leur fou rire immense, clair, spontané quand nous tentons maladroitement de tâter à la langue khmer pour les remercier ! Et le beau visage de ce responsable des plantations d'hévéas qui en nous faisant visiter l'usine de latex nous parle de la solidarité de classe qui unit les ouvriers de France et du Kampuchea. Et le doux et ferme visage de cette jeune doctoresse, formée dans le maquis qui nous fait visiter la maternité de Phnom Penh qu'elle dirige. Et la gravité, l'application des jeunes de l'école nationale d'électricité s'entraînant à maîtriser de complexes installations électriques.

JN PEUPLE QUI TRAVAILLE DUR

Il ne faut pas le nier, le peuple cambodgien travaille très dur, tôt levé et tard couché. Les unités de

main basse sur le pays. Sur place, on comprend mieux les raisons profondes de ce conflit. On comprend mieux que la situation au Kampuchea, pays riche potentiellement mais qui manque de bras pour le mettre en valeur, ne peut faire de lui un agresseur dans ce conflit. Il a déjà tout à faire pour panser les blessures d'une guerre aussi cruelle, pour édifier une économie sortie ruinée de la guerre. En même temps, ce peuple calme et modeste sait prouver de mille manières son attachement inflexible à son identité et à son indépendance. Tôt ou tard, tout agresseur le comprendra à ses dépens : le peuple du Kampuchea n'a pas une âme d'esclave. Il se battra jusqu'au bout pour défendre son indépendance et sa souveraineté, et il vaincra car sa cause est juste. Nous en sommes revenus avec l'intime conviction.

Annie BRUNEL

(à suivre)



La délégation devant une tour des temples d'Angkor (de gauche à droite : Camille Granot, Jacques Jurquet, Annie Brunel et Alain Castan) - (Photo HR).